



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

20-11-2016

Comité National 19 novembre 2016

Rapport introductif



Le Comité National a pour objectif de faire le point sur la situation politique et sociale et d'examiner l'avancement du parti dans la perspective des élections du printemps.

Une compétition électorale est ouverte depuis longtemps pour nos adversaires.

Le capital pour se maintenir doit agiter tous les éléments politiques à sa solde, en créant la confusion et le repli sur des solutions simplistes et nuisibles. Ses solutions on les connaît : la surexploitation et/ou la guerre. L'histoire démontre cette affirmation et la crise actuelle le prouve : le capital pour sa survie doit aller plus loin et le plus rapidement possible. Conséquence, la situation globale s'est aggravée pour le peuple.

Toutes les forces du capital sous toutes ses formes s'emploient à dévoyer, à détourner le mécontentement qui s'approfondit. Nous sommes confrontés à cette situation où la pensée unique, véhiculée par les médias omniprésents, est orientée vers le renoncement voire le ralliement.

Il y a 5 ans Sarkozy prématurément usé servait de repoussoir, il était le prétexte du ralliement de la gauche à Hollande. Ce dernier, « ennemi de la finance » le temps d'un meeting, puis élu, mettait en

place quelques mois plus tard une attaque frontale et coordonnée contre le monde du travail avec comme bouquet final la loi El Khomri. Aujourd'hui en bon valet Hollande ira jusqu'au bout des besoins de ses mentors du capital et de la finance. Il a servi il est usé, il lui faut un remplaçant pour poursuivre dans la même voie, et plus loin.

Le cirque électoral est donc en place :

- à droite les chamailleries pour désigner le remplaçant tournent à plein régime. La surenchère des prétendants est à la mode : âge de la retraite 67 ans, disparition de la fonction publique, salaires droit syndical, emploi, le tout passe à la moulinette du capital. Le MEDEF regarde avec gourmandise d'autant plus qu'à sa gauche il n'a vraiment pas grand-chose à craindre, la preuve par le quinquennat de Hollande. Il vient d'ailleurs de présenter ses exigences pour les élections présidentielles.

- les socialistes dans leur pseudo diversité pour couvrir tous les terrains cherchent un sauveur pour faire illusion le temps d'une campagne et dans l'éventualité d'une recomposition politique si nécessaire (voir Macron et autres socialistes).

- les écologistes (ceux qui ne sont pas ministres) se préparent à justifier un ralliement derrière le PS et contre le FN sur fond d'union sacrée.

- le FN opportunément discret justifie son utilité politique et stratégique pour les besoins du capital : politique : il servira le moment venu; stratégique : il sera le repoussoir pour justifier un éventuel vote pour le candidat de droite ou réformiste au 2ème tour. L'hypothèse avancée par les sondeurs d'un duel Juppé (ou Sarkozy) / Le Pen illustre bien cette stratégie « d'union sacrée » contre le Front National, repris par l'ensemble des partis.

La candidate du FN n'a, elle, pas grand-chose à dire ou à faire, la situation dans le pays est telle, le mécontentement est si profond qu'elle n'a qu'à attendre ; D'autant que les discours démagogiques du FN sur la « défense des laissés pour compte de la société » sont largement relayés par les médias. Le programme du FN qu'il vient de faire paraître est clair : c'est l'accumulation de mesures qui vont toutes dans les sens de l'intérêt du capital contre les salariés et

leurs organisations, contre le peuple. Nous nous exprimons dans nos articles sur les positions politiques du Front National. Nous démontrons que le FN comme tous les autres est un parti au service du capital.

- le PCF poursuit sa voie réformiste. Il est à la recherche d'un candidat de « très large rassemblement » sans dire pourquoi faire, il est sur la même ligne politique que Mélenchon sur le « partage des richesses », il est même prêt à rallier les propositions de Montebourg.

Tous ceux-là ne remettent pas en cause le capital, tous sont prêts à le gérer, à l'aménager. Ils créent des illusions en proposant des impasses politiques, c'est le propre du réformisme.

- Macron, la dernière découverte du capital, représentant de la haute finance dont il a défendu les intérêts chez Rothschild et au gouvernement vient de se déclarer candidat. Il a présenté son programme. Pour lui la flexibilité a un sens, ainsi la semaine de travail pourrait varier de 32 à 39 heures. La retraite pourrait être à la carte entre 60 et 65 ans (à quelles conditions?). L'UNEDIC pourrait être prise en main par l'état comme la sécu. Elle échapperait ainsi à ceux qui cotisent : les salariés. Il préconise aussi l'autonomie des établissements scolaires dès le primaire. Bref, un programme où tous ceux qui servent le capital peuvent se rejoindre.

- Mélenchon, porte-parole un temps de Tsipras, devenu plus discret depuis sur le sujet, prône pourtant les mêmes solutions que ce dernier. La répartition des richesses serait la mesure phare. Il suffirait de demander au capital d'être moins gourmand et plus partageur ! On évite ainsi le débat sur la lutte des classes, l'antagonisme capital/travail qui est au cœur de la situation. Bref, là encore la social-démocratie joue son rôle pour dévoyer le mécontentement.

Ce mécontentement qui a du mal à s'exprimer politiquement est à un niveau rarement atteint depuis quelques décennies. Les sondages en témoignent. Ils expriment essentiellement le ras le bol de la politique actuelle et le manque de perspective pour en sortir.

Rien ne va plus. Tous les aspects de la vie quotidienne sont affectés par l'austérité : chômage, pouvoir d'achat, santé... Le Secours

Catholique vient de publier des chiffres éloquentes : en France 9 millions de personnes en-dessous du seuil de pauvreté dont 3 millions d'enfants et 1,5 million de jeunes entre 18 et 30 ans. Toute une génération ! L'évocation des problèmes débouche sur de fausses solutions dont tous ces partis sont responsables et qui ne dérangent pas le capital : abstention, vote FN, ou vote du moins pire. Nous sommes les seuls à offrir une autre voie, nous devons combattre ces fausses solutions, être présents sur le terrain avec nos propositions.

Cela nous amène sur le terrain des élections.

Dans la vie politique de notre pays les périodes électorales sont traditionnellement un temps fort où la population est plus réceptive. C'est un fait, un constat que nous avons tous fait. Nous savons que les élections n'ont rien de démocratique, que les dés sont pipés et que tous les obstacles sont dressés contre notre participation. Nous savons que chasser le capital, lui arracher le pouvoir économique et financier, le pouvoir politique, passe par la lutte politique quotidienne. Mais nous l'avons constaté nous arrivons à nous faire entendre et à avancer nos solutions en rencontrant les salariés et la population. Sur le terrain électoral, nous sommes les seuls à offrir une perspective véritable aux électeurs déboussolés, Nous leur permettons ainsi de ne pas tomber dans le piège de l'abstention, d'exprimer leur exigence de changement, de ne pas tomber dans le piège du vote FN ou de ceux qui à leurs yeux représentent le moindre mal mais qui en réalité mènera aussi à l'aggravation du mal.

On entend de plus en plus la petite musique du « ça va mieux » du « on est sur le voie du redressement avec les mesure prises donc poursuivons dans cette voie ». Les chiffres du chômage qui diminueraient, ceux du pouvoir d'achat qui augmenteraient, les créations d'emploi qui seraient en hausse sont des chiffres tronqués interprétés à la sauce médiatique et partiels. Ces manipulations des tenants du pouvoir ne trompent personne et surtout pas ceux qui souffrent au quotidien du chômage, de la pauvreté, de la précarité, de ce recul organisé de la société. Quant aux derniers chiffres qui nous annoncent la création de 52000 emplois au 3ème trimestre rappelons que 80 % de ces « créations » sont des emplois intérimaires. Bien sûr sont occultées les 33000 disparitions d'emplois en un an dans l'industrie. Ces disparitions dans l'industrie durent

depuis 62 trimestres (plus de 15 ans) sans discontinuer. Pour embrouiller les chiffres, et s'attaquer davantage au contrat de travail, ils ont inventé une nouvelle catégorie pour les statistiques : « les CDI intérimaires ».

Faire le constat de cette situation sociale est nécessaire et nous devons argumenter sur les causes et sur nos solutions. Les moyens existent pour faire autrement. Des masses considérables d'argent sont là pour satisfaire les besoins. Des milliards sont détenus par quelques-uns. La bourse se porte bien.

Au premier semestre les seules entreprises du CAC 40 ont dégagé plus de 42 milliards de profits, soit 11 % de plus sur la même période qu'en 2015. Ces profits sont en grande partie versés aux actionnaires ou utilisés dans la spéculation – 275 milliards en 2015 ; en tout cas loin des investissements, très loin des salaires de ceux qui ont créé en 2015, 2500 milliards de richesses. Ces quelques chiffres très utiles pour démontrer que nous avons raison de nous attaquer au capital.

Devant cette situation sociale désastreuse pour la population les organisations syndicales ont organisé, sous la pression des salariés et tardivement, la riposte contre la mal nommée « loi du travail » ; une attaque contre le code du travail en préparation depuis des années et qui répond totalement aux exigences du MEDEF.

Le printemps a été celui de manifestations et de grèves nombreuses et puissantes. Ces manifs soutenues par 70 % de la population ont été combattues par la droite l'extrême droite et le MEDEF. A leurs côtés, le pouvoir socialiste utilise l'appareil d'état avec la police et la justice pour casser le mouvement. Cette répression policière et juridique vise particulièrement ceux qui luttent et les militants de la CGT. Chez Goodyear et Air-France nos camarades ont été présentés comme les pires délinquants par le gouvernement avec la complicité tapageuse des médias, bien sûr.

Cette répression du pouvoir socialiste approuvée par la droite et le FN n'a pas faibli, au contraire : 160 procédures sont en cours. De son côté Valls annonce la prolongation de l'état d'urgence jusqu'aux élections. Preuve que les forces du capital et ses serviteurs craignent plus que tout la mise en mouvement des salariés et du peuple.

Dès la rentrée, malgré les manifestations du 15 septembre, FO a bien sûr sonné la fin des hostilités s'en remettant aux décisions de justice suivie de près sur ce terrain par la CGT. Cet abandon du terrain des luttes par les confédérations réjouit le MEDEF et pose la question de la permanence des luttes, de leur coordination, de leur unité.

A propos des syndicats notons qu'un « sommet social tripartite » s'est tenu récemment. Siègent à ce sommet social :

- les institutions européennes dont le président de la commission européenne Junker
- 3 organisations patronales dont « Business Europ »
- et le secrétaire général de la CES, l'organisation qui regroupe la quasi totalité des syndicats européens, dont les syndicats français.

Ce sommet s'est terminé par une déclaration commune du secrétaire général de la CES et du directeur général de Business Europ (responsabilité assumée par Sellière entre 2005 et 2009).

Cette déclaration intitulée « politique industrielle de l'UE : il est temps maintenant d'avancer » est un modèle du genre dans la collaboration de classe. C'est un appel à agir ensemble, salariés, patrons et politiques.

Décidément la CES est une machine à intégrer le salariat pour qu'il participe à son exploitation aux grands profits des patrons. Le problème c'est que la confédération CGT a rejoint cette organisation il y a quelques années au prétexte de faire bouger les choses. Aujourd'hui on constate sur le fond que c'est la CGT qui a bougé au détriment de la lutte des classes et des salariés. Quant-à la CES, sa discrétion pendant les actions du printemps en France a été remarquée.

Les périodes électorales sont propices aux promesses et aux illusions - illusions d'ailleurs souvent entretenues par les confédérations. Rappelons-nous de l'appel à battre Sarkozy en votant Hollande il y a 5 ans. Ces périodes entraînent des attitudes attentistes.

Mais aujourd'hui on peut constater que les luttes se poursuivent.

Dans la santé, la journée nationale d'action du 8 novembre à l'appel des 16 syndicats a été d'une ampleur inégalée depuis 25 ans. Les

personnels de santé ont agi pour des embauches, l'amélioration des conditions de travail, contre la réduction des dépenses de santé et la défense de la sécu.

Les agents des finances publiques étaient dans l'action le 15 novembre. A ITV, 31 jours de grève avec une participation de 80 % du personnel. A noter, Bolloré propriétaire de ce média est une des plus grosses fortunes de France. C'est d'ailleurs un aspect du conflit posé par le personnel : quelle indépendance ont les journalistes quand ils exercent dans un média qui appartient à un milliardaire qui dicte la ligne éditoriale. Débrayages à la fonderie de Bretagne (filiale Renault). A La Poste, divers mouvements pour le maintien de bureaux de poste. Dans la police où des problèmes de salaires, de conditions de travail sont légitimement posés. Chez les agents de sécurité, un secteur où il est difficile de s'organiser et de se battre. Chez les producteurs de lait contre Agrial dans la Manche, et chez Yoplait au Mans. Appel à la grève chez les lycéens le 17 novembre.

Dans l'actualité économique, après l'échec des discussions, c'est Hollande cette fois qui revient à la charge et veut que les « négociations » sur l'UNEDIC reprennent. Le MEDEF reste sur ses revendications, il est vrai qu'il dispose de « partenaires sociaux » pour négocier à sa convenance. Contrairement aux idées véhiculées seulement 8 % des petits boulots débouchent sur un emploi stable.

Selon le ministre de la santé le budget de la sécu ne doit pas être déficitaire. « Les économies » vont donc se traduire par des coups portés à la qualité des soins par des restrictions de tous ordres, (soins, examens médicaux, séjours écourtés dans les hôpitaux et la baisse des personnels etc...

La Hollande s'achemine vers la retraite à 67 ans en 2021, l'Allemagne aussi en 2029.

Les privatisations des aéroports se poursuivent. L'état vend 60 % de ses parts à Nice et Lyon. Peugeot continue de délocaliser. Cette fois c'est la fabrication des moteurs en France qui est éparpillée un peu partout en Europe et dans le monde. Rappel, l'état possède 14 % de cette entreprise et laisse faire. Renault est sur la même stratégie. Quant à l'embauche tant vantée de 3000 salariés dans cette entreprise privatisée elle intervient après la suppression de 8000 emplois en 4 ans. Renault emploie 9000 intérimaires. Là aussi l'état

a encore quelques parts. Marks & Spencer annonce la fermeture de 7 magasins en France et 517 suppressions d'emplois. Bouygues à nouveau au tribunal en appel pour l'emploi de 400 salariés polonais dits « détachés » (en réalité au travail au noir). En première instance il a écopé d'une amende symbolique.

Chez STX, c'est à Séoul que se joue le sort de l'entreprise depuis le 11 novembre devant un tribunal. Plusieurs offres sont faites pour le rachat de Saint-Nazaire.

Les banques et leurs profits font état de leur bonne santé. Banque Populaire- Caisse d'Épargne 955 millions. BNP 1,9 milliard. Crédit Agricole 1,4 milliard. Société Générale 1,1 milliard. CNP assurance 886 millions. .. Et dans l'industrie Arcelor 1,2 milliard, Alstom 128 millions.

La situation internationale est marquée par l'élection de Trump aux USA. Trump avant tout un milliardaire capitaliste qui va poursuivre la politique d'Obama, voire l'aggraver avec ses effets dévastateurs contre les plus démunis. Une élection saluée par une spectaculaire remontée des bourses mondiales. Aujourd'hui, après avoir fait la fine bouche à l'égard de Trump, la plupart des dirigeants du monde font allégeance. Ainsi, la chef de la diplomatie de l'UE a organisé une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères qui se sont prononcés pour un « partenariat très fort avec l'administration Trump » Il est vrai que pour Wallstreet le choix entre Clinton et Trump n'était plus qu'une compétition entre deux styles. Rien à craindre donc. Cela dit le système électoral est tellement bien ficelé dans la « plus grande démocratie » que c'est le candidat qui a eu le moins de voix des électeurs qui est élu (comme Bush en 2000). « Elu » il l'est comme ses prédécesseurs avec un taux d'abstention très élevé dans un pays qui compte 46 millions de pauvres, où avoir un toit, un emploi, pouvoir se soigner sont des privilèges. Enfin, constat, ce sont entre autres les plus démunis qui ont voté pour un milliardaire en voulant voter contre le système. S'ils se trompent et sont trompés, leur vote a une signification politique de rejet du système dans le droit fil du Brexit en GB. En France le vote Le Pen a cette même signification pour beaucoup. Marine Le Pen en félicitant Trump a bien compris la signification de son élection et le parti qu'elle pouvait en tirer.

D'ailleurs et ce n'est pas un hasard, les médias, leurs éditions spéciales à répétition, on aurait pu croire et pu craindre que la France soit devenu le 51ème état des USA.

Derrière tout ça la situation internationale est de plus en plus tendue dans toutes régions du monde. Plus dangereuse encore autour du Moyen Orient ; la Syrie est sous la menace d'une invasion des USA et de ses alliés. L'Irak, l'Afghanistan et la Palestine sont autant de risques d'une déflagration majeure. Avec la Libye et le Yémen toute cette région est donc déstabilisée, pour faire l'objet, avec l'Afrique d'un repartage du monde imposé par les états capitalistes pour le profit des multinationales.

Au centre de ces affrontements inter-impérialistes vivent des peuples qui paient chèrement le prix du capitalisme. Attentats, exils, guerres, sont le quotidien de ces populations.

On mesure mieux aujourd'hui les conséquences de la chute de l'URSS où les chantres de l'anticommunisme nous annonçaient une période qui serait celle de la paix et de la prospérité. Le capitalisme triomphant n'a prouvé qu'une chose, son emprise hégémonique sur la planète a aggravé la situation des peuples, misère, guerre, surexploitation sont ses seuls résultats.

Les 63 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que les 3,5 milliards des personnes les plus pauvres. Le capital c'est ça.

Le socialisme est à l'ordre du jour pour inverser cette situation et répondre aux besoins des peuples. C'est possible. Il y aura 100 ans en 2017, alors que se déroulait cette boucherie mondiale qu'était la première guerre provoquée par et pour le capital, un peuple se libérait de son emprise. Il se donnait les moyens de créer ce qui fut la deuxième puissance mondiale au service de son peuple : l'URSS.

On l'a dit et répété. Ce que nous avons entrepris sera long et difficile. Mais notre projet de société, nos propositions sont la réponse aux besoins et aspirations des populations car le capitalisme est incapable d'y répondre. En arrachant au capital les moyens de production et d'échange, en donnant les pouvoirs politiques et économiques au peuple, nous ouvrons la voie au développement économique et social nous offrant une perspective d'un réel changement de société.

La lutte des classes n'a jamais cessé, le capital la mène tous les jours. La collaboration de classe a mené notre peuple dans l'impasse, on en voit et on en subit les conséquences aujourd'hui. Abattre le capital par la lutte est donc l'objectif de notre parti. Nous sommes et serons les seuls à nous battre sur ce terrain, loin de tout marchandage, compromis ou détournement.

Notre candidat à la présidentielle, nos candidats aux législatives défendront ces objectifs. Nous appellerons les électeurs à les soutenir dans cette voie en s'engageant à nos côtés et en nous donnant les moyens d'aller le plus loin possible.

Le Renforcement de notre Parti

Pour situer l'enjeu politique commencerai par citer notre brochure « tout montre le besoin d'un grand parti révolutionnaire à la disposition de la classe ouvrière des travailleurs et du peuple. Développer un grand parti révolutionnaire est indispensable pour lutter contre le capitalisme et le vaincre. C'est un chemin difficile, la bataille est rude la lutte de classe est acharnée, mais depuis notre création nous avons beaucoup avancé ».

Nous sommes d'accord sur le fond politique et nos objectifs. Notre objectif premier doit être axé sur le renforcement du parti dans tous les secteurs. Nous devons intégrer et faire partager cette idée dans notre activité politique : renforcer le parti.

Avec la période électorale notre présence sur le terrain devra tendre vers ce but.

Nous l'avons dit la période politique est compliquée. Elle est aussi compliquée pour la population, au travail et dans la vie quotidienne. Que l'on soit salarié, sans emploi retraité ou jeune, cette complexité entraîne une méfiance très développée à l'égard de tout ce qui est politique, nous en connaissons les causes. Et ce climat est créé et entretenu par le capital, on en mesure tous les jours les effets !

Or nous le disons notre parti est différent, nous sommes les seuls à proposer à la population d'abattre le capital. Par conséquent nous refusons toutes les combinaisons politiques, alliances ou compromis qui aujourd'hui entraînent le rejet de la politique.

Pour être à la hauteur de nos ambitions il nous faut améliorer notre fonctionnement, multiplier nos initiatives et faire participer l'ensemble de nos adhérents. Ces efforts portent sur les secteurs de la vie politique du parti : **finances, propa, orga, formation.**

- **la formation** : un secteur essentiel. Former des adhérents, des militants, des cadres est aujourd'hui impératif pour l'avenir de notre parti.

- **les finances** : notre présence dans les élections va nécessiter des moyens financiers très importants. Cette question doit être prise comme une priorité dans nos plans de travail pour solliciter la population dans chacune de nos réunions et de nos initiatives.

- **la propagande** : un secteur où nous avons fait de gros progrès (régularité, en prise avec l'actualité, avec notre hebdo internet, notre journal, nos tracts) mais pour passer à une autre étape, il est nécessaire d'avoir des moyens financiers plus importants. Nous sommes lus et nos idées sont utiles et utilisées au-delà de nos rangs, on le vérifie fréquemment.

- **l'organisation** : même niveau d'exigences, car ce sont nos forces, nos militants, le renforcement est vital pour nous consolider. Un constat, une proposition : nous sommes absents dans des départements, des villes importantes où des salariés sont sensibles à nos idées. Ils ont besoin de nous, de ce que nous représentons. Comment aller à leur rencontre ? Il faut réfléchir dans ce comité national sur les possibilités que nous avons d'aller investir des villes où nous avons recueilli des voix à l'occasion des élections nationales ou locales : Le Havre, Le Mans, Brest...

L'espace politique que nous voulons occuper est celui de la lutte contre le capital. Personne ne l'occupe et ne l'occupera sauf nous.

Alors comment continuer à progresser ? Nous sommes à 5 mois des élections. L'urgence, si ce n'est pas fait est de mettre sur pied un plan de travail dans les départements :

- diffusions de nos expressions sur les marchés, dans les entreprises, dans les manifs
- organisations de rencontres et de meetings
- organisations de porte à porte

- rencontres avec des syndicalistes
- contacts avec la presse (conférences de presse et communiqués)
- collages d'affiches

sont autant d'occasions de nous faire connaître. Il est intéressant de faire aujourd'hui le point d'avancement des initiatives dans les départements et des propositions autour de cet objectif global de renforcement du parti.

Nous savons que c'est une bataille politique, une bataille de classe difficile mais en partant de la réalité du terrain nous voyons aussi nos possibilités qui sont plus importantes aujourd'hui.

Nous savons qu'être révolutionnaire c'est être offensif !